

<p style="text-align: center;">Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants Liste des décisions en vigueur</p>
--

Décision n° 208 du 11 mars 2008 concernant l'établissement d'un cadre commun pour la collecte des données sur la liquidation des demandes de pension ([JO L 223 du 21.8.2008, p. 25-27](#))

Décision no 207 du 7 avril 2006 concernant l'interprétation de l'article 76 et de l'article 79, paragraphe 3, du règlement (CEE) no 1408/71, ainsi que de l'article 10, paragraphe 1, du règlement (CEE) no 574/72, relatifs aux cumuls de prestations ou allocations familiales ([JO L 175 du 29/06/2006 p. 83-85](#))

Décision No 206 du 15 décembre 2005 concernant les modalités de fonctionnement et la composition de la commission des comptes de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants ([JO L 130 du 18/05/2006 p. 39-41](#))

Décision No 205 du 17 octobre 2005 relative à la portée de la notion de «chômage partiel» à l'égard des travailleurs frontaliers ([JO L 130 du 18/05/2006 p. 37-38](#))

Décision No 204 du 6 octobre 2005 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) no 1408/71 et (CEE) no 574/72 du Conseil (série E 200) ([JO L 254 du 16.9.2006, p.1](#)) [12,7mb PDF]

Décision No 203 du 26 mai 2005 modifiant la décision no 170 du 11 juin 1998 concernant l'établissement des inventaires prévus aux articles 94, paragraphe 4, et 95, paragraphe 4, du règlement (CEE) no 574/72 du Conseil ([JO L 349 du 31/12/2005 p. 27-29](#))

Décision No 202 du 17 mars 2005 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) no 1408/71 et (CEE) no 574/72 du Conseil (E 001, E 101, E 102, E 103, E 104, E 106, E 107, E 108, E 109, E 112, E 115, E 116, E 117, E 118, E 120, E 121, E 123, E 124, E 125, E 126 et E 127) ([JO L77 du 15/03/2006 p.1-84](#))

Décision No 201 du 15 décembre 2004 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) no 1408/71 et (CEE) no 574/72 du Conseil (série E 400) ([JO L 129 du 23.5.2005 p.1](#))

Décision no 200 du 15 décembre 2004 concernant le mode de fonctionnement et la composition de la commission technique pour le traitement de l'information près de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants ([JO L 104 du 23.4.2005 p. 42](#))

Décision n°199 du 13 octobre 2004 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) no 1408/71 et (CEE) no 574/72 du Conseil (série E 300) ([JO L 73 du 18/03/2005 p.1](#))

Décision n°198 du 23 mars 2004 concernant le remplacement et la suppression des modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 110, E 111, E 111 B, E 113, E 114, E 119, E 128 et E 128 B) ([JO L 259 du 05/08/2004 p.1](#); [Rectificatif JO L 289 du 10/09/2004 p.70 version néerlandaise](#))

Décision n°197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision n° 191

[\(JO L 343 du 19/11/2004 p.28; Rectificatif JO L 33 du 05/02/2005 p.75 ; Rectificatif JO L 93 du 12/04/2005 p. 45\)](#)

Décision n° 196, du 23 mars 2004, en application de l'article 22, paragraphe 1 bis
[\(JO L 160 du 30/04/2004 p.136 ; Rectificatif JO L 212 du 12/06/2004 p.83\)](#)

Décision n° 195, du 23 mars 2004, concernant l'application uniforme de l'article 22, paragraphe 1, point a) i) du règlement (CEE) n° 1408/71 en ce qui concerne les prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement
[\(JO L 160 du 30/04/2004 p.134 ; Rectificatif JO L 212 du 12/06/2004 p.82\)](#)

Décision n° 194 du 17 décembre 2003 concernant l'application uniforme de l'article 22, paragraphe 1, point a) i), du règlement (CEE) n° 1408/71 dans l'État membre du séjour
[\(JO L 104 du 08/04/2004 p.127\)](#)

Décision n° 193 du 29 octobre 2003 concernant le traitement des demandes de pension
[\(JO L 104 du 8.4.2004, p. 123–124\)](#)

Décision n° 192 du 29 octobre 2003 relative aux conditions d'application de l'article 50, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil
[\(JO L 104 du 08/04/2004 p.114\)](#)

Décision n° 191 du 18 juin 2003 relative au remplacement des formulaires E 111 et E 111 B par la carte européenne d'assurance maladie
[\(JO L 276 du 27/10/2003 p.4\)](#)

Décision n° 190 du 18 juin 2003 concernant les caractéristiques techniques de la carte européenne d'assurance maladie
[\(JO L 276 du 27/10/2003 p.4\)](#)

Décision n° 189 du 18 juin 2003 visant à remplacer par la carte européenne d'assurance maladie les formulaires nécessaires à l'application des règlements du Conseil (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 en ce qui concerne l'accès aux soins pendant un séjour temporaire dans un État membre autre que l'État compétent ou de résidence
[\(JO L 276 du 27/10/2003 p.1\)](#)

Décision n° 185 du 27 juin 2002 portant modification de la décision n° 153 du 7 octobre 1993 (formulaire E 108) et de la décision n° 170 du 11 juin 1998 (établissement des inventaires prévus à l'article 94, paragraphe 4, et à l'article 95, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil du 21 mars 1972)
[\(JO L 055 du 01/03/2003 p.74 ; Rectificatif JO L 173 du 11/07/2003 p.44\)](#)

Décision n° 181 du 13 décembre 2000 concernant l'interprétation des articles 14, paragraphe 1, 14 bis, paragraphe 1, et 14 ter, paragraphes 1 et 2, du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatifs à la législation applicable aux travailleurs salariés détachés et aux travailleurs non salariés qui exercent temporairement une activité en dehors de l'État compétent (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
[\(JO L 329 du 14/12/2001 p.73\)](#)

Décision n° 180 du 15 février 2000 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 211 et E 212)
[\(JO L 23 du 25/01/2001 p.33\)](#)

Décision n° 179 du 18 avril 2000 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 111, E 111 B, E 113 à E 118 et E 125 à E 127)
[\(JO L 54 du 25/02/2002 p.1\)](#)

Décision n° 177 du 5 octobre 1999 concernant les formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 128 et E 128 B) ([JO L 302 du 01/12/2000 p.65](#))

Décision n° 176 du 24 juin 1999 concernant le remboursement par l'institution compétente d'un État membre des frais exposés lors d'un séjour dans un autre État membre selon la procédure visée à l'article 34, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 574/72 (96/249/CE) ([JO L 243 du 28/09/2000 p.42](#))

Décision n° 175, du 23 juin 1999, concernant l'interprétation de la notion de «prestations en nature» en cas de maladie ou de maternité visée à l'article 19, paragraphes 1 et 2, aux articles 22, 22 bis et 22 ter, à l'article 25, paragraphes 1, 3 et 4, à l'article 26, à l'article 28, paragraphe 1, ainsi qu'aux articles 28 bis, 29, 31, 34 bis et 34 ter du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil et concernant la détermination des montants à rembourser en vertu des articles 93, 94 et 95 du règlement (CEE) n° 574/72 ainsi que les avances à verser en application du paragraphe 4 de l'article 102 du même règlement ([JO L 47 du 19/02/2000 p.32](#))

Décision n° 174, du 20 avril 1999, concernant l'interprétation de l'article 22 bis du règlement (CEE) n° 1408/71 ([JO L 47 du 19/02/2000 p.30](#))

Décision n° 173 du 9 décembre 1998 concernant les modalités communes adoptées par les États membres en vue du remboursement entre les institutions après le passage à l'euro ([JO C 27 du 29/01/2000 p.21](#))

Décision n° 172, du 9 décembre 1998, concernant le modèle des formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 (E 101) ([JO L 143 du 08/06/1999 p.13](#))

Décision n° 171, du 9 décembre 1998, portant modification de la décision n° 135 du 1er juillet 1987 concernant l'octroi des prestations en nature visées aux articles 17, paragraphe 7, et 60, paragraphe 6, du règlement (CEE) n° 574/72 et la notion d'urgence au sens de l'article 20 du règlement (CEE) n° 1408/71 et d'urgence absolue au sens des articles 17, paragraphe 7, et 60, paragraphe 6, du règlement (CEE) n° 574/72 ([JO L 143 du 08/06/1999 p.11](#))

Décision n° 170 du 11 juin 1998 portant révision de la décision n° 141 du 17 octobre 1989 concernant l'établissement des inventaires prévus à l'article 94, paragraphe 4, et à l'article 95, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil du 21 mars 1972 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ([JO L 275 du 10/10/1998 p.40](#))

Décision n° 169 du 11 juin 1998 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants concernant les modes de fonctionnement et la composition de la commission technique pour le traitement de l'information près la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ([JO L 195 du 11/07/1998 p.46](#))

Décision n° 168 du 11 juin 1998 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants concernant la modification à apporter aux formulaires E 121 et E 127 et la suppression du formulaire E 122 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ([JO L 195 du 11/07/1998 p.37](#))

Décision n° 166 du 2 octobre 1997 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants concernant la modification à apporter aux formulaires E 106 et E 109 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
([JO L 195 du 11/07/1998 p.25](#))

Décision n° 165 du 30 juin 1997 concernant les formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 128 et E 128B) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
([JO L 341 du 12/12/1997 p.61](#))

Décision n° 164 du 27 novembre 1996 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 (E 101 et E 102) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
([JO L 216 du 08/08/1997 p.85](#))

Décision n° 160, du 28 novembre 1995, concernant la portée de l'article 71 paragraphe 1 point b) ii) du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, relatif au droit aux prestations de chômage des travailleurs autres que les travailleurs frontaliers qui, au cours de leur dernier emploi, résidaient sur le territoire d'un État membre autre que l'État compétent
([JO L 49 du 28/02/1996 p.31](#))

Décision n° 159, du 3 octobre 1995, portant modification de la décision n° 86, du 24 septembre 1973, concernant les modalités de fonctionnement et la composition de la commission des comptes près la commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants
([JO L 294 du 08/12/1995 p.38](#))

Décision n° 156, du 7 avril 1995, concernant les règles de priorité en matière de droits à l'assurance maladie et maternité
([JO L 249 du 17/10/1995 p.41](#))

Décision n° 153 du 7 octobre 1993 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 001, E 103-E 127) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
([JO L 244 du 19/09/1994 p.22](#))

Décision n° 152, du 13 mai 1993, concernant la mise en oeuvre de l'article 10 bis du règlement (CEE) n° 1408/71 et de l'article 2 du règlement (CEE) n° 1247/92
([JO L 244 du 19/09/1994 p.19](#))

Décision n° 151, du 22 avril 1993, concernant l'application de l'article 10 bis du règlement (CEE) n° 1408/71 et de l'article 2 du règlement (CEE) n° 1247/92
([JO L 244 du 19/09/1994 p.1](#))

Décision n° 150 du 26 juin 1992 concernant l'application des articles 77, 78 et 79 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1408/71 et de l'article 10 paragraphe 1 point b) ii) du règlement (CEE) n° 574/72
([JO C 229 du 25/08/1993 p.5](#))

Décision n° 148, du 25 juin 1992, concernant l'utilisation de l'attestation concernant la législation applicable (E 101) en cas de détachements n'excédant pas trois mois
([JO L 22 du 30/01/1993 p.124](#))

Décision n° 147, du 10 octobre 1990, concernant l'application de l'article 76 du règlement (CEE) n° 1408/71
([JO L 235 du 23/08/1991 p.21](#))

Décision n° 146, du 10 octobre 1990, concernant l'interprétation de l'article 94 paragraphe 9 du règlement (CEE) n° 1408/71
[\(JO L 235 du 23/08/1991 p.9\)](#)

Décision n° 145, du 27 juin 1990, concernant le paiement des arriérés de prestations familiales dues pour les travailleurs non salariés en application des articles 73 et 74 du règlement (CEE) n° 1408/71
[\(JO L 235 du 23/08/1991 p.1\)](#)

Décision n° 144 du 9 avril 1990 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 401-E 410 F)
[\(JO L 71 du 18/03/1991 p.1\)](#)

Décision n° 142 du 13 février 1990 concernant l'application des articles 73, 74 et 75 du règlement (CEE) n° 1408/71
(JO C 80 du 30/03/1990 p.7)

Décision n° 141 du 17 octobre 1989 portant modification de la décision n° 127, du 17 octobre 1985, concernant l'établissement des inventaires prévus à l'article 94 paragraphe 4 et à l'article 95 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil du 21 mars 1972
(JO C 94 du 12/04/1990 p.5)

Décision n° 140 du 17 octobre 1989 concernant le taux de conversion à appliquer par l'institution du lieu de résidence d'un travailleur frontalier en chômage complet au dernier salaire perçu par ce travailleur dans l'État compétent
(JO C 94 du 12/04/1990 p.4)

Décision n° 139 du 30 juin 1989 concernant la date à prendre en considération pour déterminer les taux de conversion visés à l'article 107 du règlement (CEE) n° 574/72, à appliquer lors du calcul de certaines prestations et cotisations
(JO C 94 du 12/04/1990 p.3)

Décision n° 138 du 17 février 1989 concernant l'interprétation de l'article 22 paragraphe 1 point c) du règlement (CEE) n° 1408/71 dans le cas de transplantation d'organes ou d'autre intervention chirurgicale qui exige des analyses d'échantillons biologiques, l'intéressé ne se trouvant pas dans l'État membre où les analyses sont effectuées
(JO C 287 du 15/11/1989 p.3)

Décision n° 137, du 15 décembre 1988, concernant l'application de l'article 15 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 574/72
[\(JO C 140 du 06/06/1989 p.3\)](#)

Décision n° 136 du 1er juillet 1987 concernant l'interprétation de l'article 45 paragraphes 1 à 3 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, relatif à la prise en considération des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'autres États membres pour l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit à prestations
(JO C 64 du 09/03/1988 p.7)

Décision n° 135 du 1er juillet 1987 concernant l'octroi des prestations en nature visées aux articles 17 paragraphe 7 et 60 paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 574/72 et la notion d'urgence au sens de l'article 20 du règlement (CEE) n° 1408/71 et d'urgence absolue au sens des articles 17 paragraphe 7 et 60 paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 574/72
(JO C 64 du 09/03/1988 p.5 ; JO C 281 du 04/11/1988 p.7)

Décision n° 134 du 1er juillet 1987 concernant l'interprétation de l'article 45 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1408/71, relatif à la totalisation des périodes d'assurance accomplies

dans une profession soumise à un régime spéciale dans un ou plusieurs États membres
(JO C 64 du 09/03/1988 p.4)

Décision n° 133 du 2 juillet 1987 concernant l'application des articles 17 paragraphe 7 et 60
paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 574/72
(JO C 284 du 22/10/1987 p.3)

Décision n° 132 du 23 avril 1987 concernant l'interprétation de l'article 40 paragraphe 3 point
a) sous ii) du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971
(JO C 271 du 09/10/1987 p.3)

Décision n° 126, du 17 octobre 1985, concernant l'application des articles 14 paragraphe 1
point a), 14 bis paragraphe 1 point a) et 14 ter paragraphes 1 et 2 du règlement (CEE) n°
1408/71

[\(JO C 141 du 07/06/1986 p.3\)](#)

Décision n° 121, du 21 avril 1983, concernant l'interprétation de l'article 17 paragraphe 7 du
règlement (CEE) n° 574/72, relatif à l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres
prestations en nature de grande importance

[\(JO C 193 du 20/07/1983 p.10\)](#)

Décision n° 119, du 24 février 1983, concernant l'interprétation des articles 76 et 79
paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1408/71, ainsi que de l'article 10 paragraphe 1 du
règlement (CEE) n° 574/72, relatifs aux cumuls de prestations ou allocations familiales

[\(JO C 295 du 02/11/1983 p.3\)](#)

Décision n° 118, du 20 avril 1983, relative aux conditions d'application de l'article 50
paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil du 21 mars 1972

[\(JO C 306 du 12/11/1983 p.2\)](#)

Décision n° 117, du 7 juillet 1982, relative aux conditions d'application de l'article 50
paragraphe 1 sous a) du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil, du 21 mars 1972

[\(JO C 238 du 07/09/1983 p.3\)](#)

Décision n° 115, du 15 décembre 1982, concernant l'octroi des prothèses, du grand
appareillage et d'autres prestations en nature de grande importance qui sont visés à l'article
24 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil

[\(JO C 193 du 20/07/1983 p.7\)](#)

Décision n° 105 du 19 décembre 1975 concernant l'application de l'article 50 du règlement
(CEE) n° 1408/71

[\(JO C 117 du 26/05/1976 p.3\)](#)

Décision n° 101 du 29 mai 1975 concernant la date à prendre en considération pour
déterminer les taux de conversion à appliquer lors du calcul de certaines prestations

[\(JO C 44 du 26/02/1976 p.3\)](#)

Décision n° 100, du 23 janvier 1975, concernant le remboursement des prestations en
espèces servies par les institutions du lieu de résidence ou de séjour pour le compte de
l'institution compétente et les modalités du remboursement de ces prestations

[\(JO C 150 du 05/07/1975 p.3\)](#)

Décision n° 99, du 13 mars 1975, concernant l'interprétation de l'article 107 paragraphe 1 du
règlement (CEE) n° 574/72 quant à l'obligation de recalculer les prestations en cours

[\(JO C 150 du 05/07/1975 p.2\)](#)

Décision n° 96, du 15 mars 1974, concernant la révision de droits aux prestations en application de l'article 49 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil ([JO C 126 du 17/10/1974 p.23](#))

Décision n° 91, du 12 juillet 1973, concernant l'interprétation de l'article 46 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à la liquidation des prestations dues au titre du paragraphe 1 dudit article ([JO C 86 du 20/07/1974 p.8](#))

Décision n° 89, du 20 mars 1973, concernant l'interprétation de l'article 16 paragraphes 1 et 2 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif aux membres du personnel de service des missions diplomatiques ou postes consulaires ([JO C 86 du 20/07/1974 p.7](#))

Décision n° 86, du 24 septembre 1973, concernant les modalités de fonctionnement et la composition de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants ([JO C 96 du 13/11/1973 p.2](#))

Décision n° 85, du 22 février 1973, concernant l'interprétation de l'article 57 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1408/71 et de l'article 67 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 574/72, relatif à la détermination de la législation applicable et de l'institution compétente pour l'octroi des prestations de maladies professionnelles ([JO C 75 du 19/09/1973 p.17](#))

Décision n° 83, du 22 février 1973, concernant l'interprétation de l'article 68 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1408/71 et de l'article 82 du règlement (CEE) n° 574/72, relatifs aux majorations des prestations de chômage pour charge de famille ([JO C 75 du 19/09/1973 p.14](#))

Décision n° 81, du 22 février 1973, concernant la totalisation des périodes d'assurance accomplies dans un emploi déterminé, en application de l'article 45 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1408/71 ([JO C 75 du 19/09/1973 p.11](#))

Décision n° 79, du 22 février 1973, concernant l'interprétation de l'article 48 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1408/71, relatif à la totalisation des périodes d'assurance et des périodes assimilées en matière d'assurance invalidité-vieillesse-décès ([JO C 75 du 19/09/1973 p.9](#))

Décision n° 76, du 22 février 1973, concernant les conditions d'utilisation des formulaires E 402, E 403 et E 404 ([JO C 75 du 19/09/1973 p.6](#))

Décision n° 75, du 22 février 1973, concernant l'instruction des demandes en révision introduites sur la base de l'article 94 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 1408/71 par les titulaires de pension d'invalidité ([JO C 75 du 19/09/1973 p.5](#))

Décision n° 74, du 22 février 1973, concernant l'octroi des soins médicaux, en cas de séjour temporaire, en application des articles 22 paragraphe 1 a) i) du règlement (CEE) n° 1408/71 et 21 du règlement (CEE) n° 574/72 ([JO C 75 du 19/09/1973 p.4](#))